L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 12 DÉCEMBRE.

DÉPÊCHES
Télégraphiques
TRANSMISES À L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

WASHINGTON.

Entrevue de Grant avec un représentant de la Presse Associée de New York.

Ses opinions.

Washington, 10 déc. — Le président Grant, dans le cours d'une longue conversation qu'il a eue aujourd'hui, avec un représentant de la Presse Associée de New-York, M. Gobright, relativement aux affaires politiques, a dit qu'il avait reçu, dernièrement, une dépêche du gouverneur Chamberlain l'informant d'un bruit qui circulait à Columbia et d'après lequel lui, le président, s'était engagé, il y a une semaine, dans une entrevue avec le représentant Hewitt, de New York, à reconnaître la Chambre de la Caroline du Sud comme le corps légal quand soixante-trois des membres porteurs de certificats du secrétaire d'Etat s'assembleraient.

Le Président répondit au gouverneur Chamberlain, par voie télégraphique, que si Mr Hewitt avait transmis ou autorisé la transmission d'une semblable dépêche, il n'avait pas respecté la vérité. Le Président ajouta qu'il a eu, avec Mr Hewitt, un entretien agréable dans lequel il avait exprimé l'opinion qu'il fallait au moins soixante-trois membres pour organiser la Chambre—les qualités des membres étant comprises dans l'organisation.

C'était là une opinion privée, qui pouvait, en outre, ne pas être fondée. Le Président donna aussi sa manière de voir relativement aux raisons sur lesquelles chacun des côtés de la Chambre appuie ses prétentions et, à ce sujet, il a montré le billet suivant de Mr Hewitt, daté de la Chambre des Représentants, 6 décembre:

"Au Président—Je viens de recevoir de Columbia de bonne source, une dépêche qui m'annonce que 63 membres, munis de certificats du secrétaire d'Etat ont été assermentés; que la Chambre présidée par Mr Wallace est, en conséquence, organisée conformément à la loi." Mr Hewitt adressa au Président un second billet ainsi conçu:

"Je viens de recevoir une dépêche qui m'apprend que la Cour Suprême de la Caroline du Sud a décidé que la Chambre présidée par W. H. Wallace est la Chambre légalement constituée, que Mackey est un simple particulier et, sous aucun rapport, officier de la Législature.

Le Président dit, en parlant de ces deux billets, qu'il ne pensait pas qu'après sa conversation avec Mr Hewitt, ce dernier se servirait de son langage au préjudice que lui, le Président, représente. Quand Mr Hewitt et Mr Randolph vinrent le voir, il y a de cela plusieurs jours, il communiqua à Mr Hewitt le contenu de la dépêche de Chamberlain et sa réponse à celle-ci; et laissa comprendre à Mr Hewitt qu'il craignait qu'on n'eût abusé de sa confiance.

Mr Hewitt nia avoir transmis à Columbia une dépêche du genre de celle dont il était question. Le Président répéta alors à Mr Hewitt la substance de la dépêche et la réponse au gouverneur Chamberlain quant au bruit qui courait à Columbia. Le sénateur Randolph lut une dépêche du général Hampton, dans laquelle celui-ci s'engageait à faire tout ce qui dépendait de lui pour maintenir la tranquillité si le Président reconnaissait la Chambre présidée par Wallace et retirait les troupes.

Le Président fit observer au sénateur qu'il considérait cette dépêche comme une impertinence de la part du général Hampton parce qu'elle lui disait ce qu'il fallait faire; il ajouta qu'il avait envoyé des troupes dans la Caroline du Sud à la demande du gouverneur Chamberlain, les autorités de l'Etat ne pouvant pas faire face au danger qui était trop formidable, que des clubs de carabiniers organisés représentaient le général Hampton, étaient à Columbia; que si les troupes fédérales étaient rappelées, la paix règnerait mais ce serait la paix de la mort.

Le sénateur Randolph, répondant à ces remarques, dit que le Président ne devrait pas accuser le général Hampton de lui donner des conseils; que la dépêche était une réponse à celle que lui, le sénateur, avait adressée au général Hampton.

Répondant à une question, le Président dit qu'il n'avait jamais ordonné à Ruger de placer des troupes dans la Maison d'Etat, que l'acte provenait de la manière dont cet officier avait interprété ses instructions. Les troupes, répéta le Président, sont dans la Caroline du Sud à la demande du gouverneur Chamberlain, pour étouffer une insurrection trop formidable, et, n'était la présence de ces troupes, le gouverneur serait aujourd'hui un réfugié comme le gouverneur Ames, du Mississipi.

Le Président fit observer, dans le courant de la conversation, que la situation était tout au moins embarrassante. Les Démocrates ont montré de la mauvaise humeur et beaucoup d'entre eux ne sont pas raisonnables; ils semblent craindre que le Président ne suive la bonne voie et insultent ceux qui n'obéissent pas à leurs opinions. C'est là une conduite étrange si l'on songe à la crise que nous avons traversée.

Le gouverneur Hayes, continua le Président, représente le parti qui a triomphé à la dernière élection et tous les Etats (moins quatre) qui ont fourni les moyens d'écraser la rébellion. Le gouverneur Tilden a remporté tous les Etats (moins trois) qui ont tenté de détruire l'Union. Faisant allusion aux fraudes, le Président dit que la majorité de Tilden dans la ville de New York a excédé le total des votes qu'il a obtenu dans l'Etat; qu'il se commet beaucoup de crimes dans la ville de New York et qu'il s'y trouve un grand nombre d'hommes qui ne s'intéressent guère au sort de l'Etat ou à celui de la République.

Il y a eu des fraudes au New Jersey et au Connecticut. Il est vrai que les habitants des Etats du Sud qui ont donné une majorité à M. Tilden sont des votants, mais beaucoup d'entre eux ont voté plus d'une fois et, cependant, personne ne nie que Tilden ait emporté ces Etats. Le parti qui s'est rendu coupable de fraudes dans les Etats du Sud au profit de Tilden se plaint de fraudes commises en Floride, dans la Caroline du Sud et en Louisiane, mais s'il n'y avait pas eu de fraudes au Mississipi, dans la Caroline du Sud et dans l'Arkansas, ces Etats auraient voté pour Hayes et Wheeler.

Le Président justifia l'exclusion des comtés Laurens et Edgefield, dans la Caroline du Sud, en se basant sur ce que les Georgiens y avaient voté plusieurs fois et y avaient donné plus de votes qu'il n'y a de démocrates dans ces comtés. On a beaucoup parlé de l'emploi des troupes, mais le nombre d'existences sacrifiées et de meurtres commis au Sud pour cause politique rendaient la protection nécessaire.—Le Président croit que la paix règne actuellement au Sud et, tant qu'il le pourra, il défendra chacun contre la violence. Toutes les mesures prises dans ce but ont été mûrement considérées.

Répondant à la demande que beaucoup de démocrates avaient abandonné l'idée de le mettre en accusation, le Président dit qu'il conseillait aux démocrates de ne pas faire une pareille tentative, car elle serait suivie de témoignages qu'ils n'aimeraient pas à voir figurer dans les annales. Le Président ajouta que les rebelles lui inspiraient plus de confiance que leurs alliés du Nord; qu'il avait essayé d'exprimer cette opinion dans son message annuel; qu'il répondrait à la résolution de la Chambre et informerait celle-ci pourquoi il a envoyé des troupes au Sud.

Il y a, en ce moment, dit le Président de six à huit cents hommes à Washington; s'il en fallait davantage, on les y ferait venir. Il faut que nous ayons la paix même si nous devons nous battre pour l'obtenir. Le Président ajouta qu'il avait reçu cinq ou six lettres qui le menaçaient d'assassinat, mais qu'il n'y avait fait aucune attention. En parlant des complications politiques, il dit qu'il a une confiance pleine et entière dans le peuple; il ne croit pas que celui-ci désire une seconde rébellion. La nation trouvera le moyen de traverser heureusement la crise.

LE QUARANTE QUATRIÈME CONGRÈS

SÉNAT

Le rapport des visiteurs démocrates de la Louisiane.

M. Bogy, du Missouri, dit qu'il désire présenter, afin de le faire publier, le rapport des cinq démocrates invités par le Bureau des Retours de la Louisiane, à assister à la compilation des votes.

M. Hamlin, du Maine, demande si ce rapport est adressé au Sénat? M. Bogy réplique que non, pas plus que le rapport de l'autre comité était adressé au Sénat. M. Edmunds dit que si M. Bogy donnait à ce document la forme d'une pétition il serait à propos alors de le faire publier. M. Bogy répond qu'il fera lire le document comme faisant partie de son discours. Il est finalement décidé que le rapport sera publié sous forme de pétition. Il comprend huit mille mots.

Les présidents des sous-comités sur les élections et les privilèges sont autorisés à assermenter les témoins qu'ils feront comparaître. Mr Boutwell se fait excuser comme membre du comité.

Les pétitions des généraux Jos. E. Johnston et Mr L. Bonham sont présentées, demandant à ce que leur incapacité politique soit levée.

On reprend alors en considération les affaires non terminées, et la résolution de Mr Edmunds, s'adressant aux deux chambres jointes et proposant un amendement à la constitution fédérale, afin que les votes du collège électoral pour le président et pour le vice-président des Etats-Unis puissent être comptés par la Cour Suprême, ainsi que l'amendement proposé par le comité judiciaire pour permettre aux électeurs de voter de vive voix, au lieu de voter par bulletins, sont déférés à l'ordre.

L'amendement proposé par le comité judiciaire est adopté.

Mr Morton s'oppose à une clause dans la résolution présentée par Mr Edmunds, qui déclare que la Cour, dans l'exercice de ses fonctions, passera par dessus les erreurs de forme pour ne s'occuper que des faits substantiels.

Il dit à ce sujet que cette clause donnerait à la Cour Suprême une juridiction sans limite aucune, qu'elle lui permettrait de faire à peu près tout ce qu'elle voudrait, peut-être à faire voter les votes dans l'Etat du Vermont et à les compter là. Il croit qu'une juridiction aussi étendue ne doit être conférée à aucun tribunal, car ce serait dangereux.

M. Edmunds réplique que l'objet de cette clause n'est pas d'accorder une juridiction illimitée à la Cour ou de l'autoriser à compter les votes des citoyens d'un Etat, mais d'autoriser la Cour Suprême à agir comme tous les tribunaux qui sont appelés à se prononcer relativement à une question; c'est à dire à ne pas s'arrêter aux vices de forme, mais à baser sa décision sur les faits seulement.

Il explique alors dans les plus grands détails la portée de sa résolution, et dit que ce n'est pas une ruse, comme l'ont prétendu certains journaux. Cette résolution a été présentée par lui dans le Sénat dès le 23 mars dernier, il y a presqu'un an, et le comité judiciaire a présenté un rapport favorable à ce sujet, avec quelques modifications, le 12 mai dernier, c'est à dire avant la nomination d'aucun des candidats à la présidence.

Parlant alors de la Convention qui a tracé la Constitution, il dit qu'il n'a rien pu trouver absolument dans les débats, qui pût jeter un peu de lumière sur la clause de la Constitution relative au compte des votes en la présence des deux Chambres du Congrès. L'étendu du pouvoir de l'officier président, en ce qui regarde la compilation des votes, n'est pas définie.

Se référant à la dernière section de l'amendement proposé, qui rend cet amendement applicable dans le cas actuel s'il est ratifié à temps, M. Edmunds dit qu'il ne pense pas comme certaines personnes, qui n'auraient jamais dû se servir de pareilles expressions, qu'il y avait danger d'une lutte intestine. Il n'y aura pas de lutte, à moins qu'elle ne soit forcée par ceux qui s'occupent plus des avantages qu'ils pourraient retirer d'une guerre que de la prospérité de leur pays.

Si les deux Chambres du Congrès ne peuvent pas s'accorder, il ne s'en suit pas que les hommes sages et les patriotes croiront nécessaire pour cela d'avoir recours au mousquet.

Il ne pense pas que le bon sens de cette nation et son respect de la loi souffriront qu'une guerre s'engage à seul fin de savoir quel est celui des deux hommes pour lesquels on a voté au mois de novembre passé, qui sera appelé à nommer des maîtres de poste et à donner des commissions pendant quatre ans. On trouvera immanquablement dans la constitution une clause pour régler la question paisiblement.

Mr. Oglesby est nommé membre du comité sur les élections et les privilèges en remplacement de Mr. Boutwell. Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE.

On demande à comparer l'éloge de Wells fait par le sénateur Sherman en 1876 avec les compliments adressés au même personnage par Sheridan en 1867.

Parmi les bills présentés et référés on trouve les suivants: un bill présenté par M. Darrall permettant à l'Etat de la Louisiane de clore l'embouchure du bayou Lafourche, où il se jette dans le Mississippi et un autre bill, présenté également par M. Darrall, autorisant l'Etat de la Louisiane à appliquer les fonds provenant de la vente des terres publiques à l'instruction des enfants.

M. Banning fait la motion de suspendre les règlements pour adopter une résolution dans laquelle il demande que l'éloge fait par le sénateur Sherman de J. Madison Wells, du Bureau de Retours de la Louisiane, dans son rapport au Président, soit lu de nouveau, et que le Président soit requis de fournir les copies des ordres, des rapports et de la correspondance qui ont trait au déplacement de Wells comme gouverneur en 1867 par le général Sheridan. La motion est rejetée par un vote de 141 contre 80, faute d'une majorité des deux tiers.

Mr Macdougall présente une résolution pour nommer des comités spéciaux sur les fraudes électorales. Les dits comités devant être répartis comme suit: un comité de neuf membres pour New York, Brooklyn et Jersey City, un comité de cinq membres pour la Virginie (second et quatrième districts congressionnels), un comité de neuf pour le Mississipi, de cinq pour Philadelphie et de trois pour l'Alabama. La résolution est rejetée par un vote de 124 oui contre 88 non, faute d'une majorité des deux tiers.

M. Cox présente une résolution pour nommer un comité sur l'enregistrement frauduleux dans les villes de New-York, de Philadelphie, de Brooklyn et de Jersey City. Adoptée.

M. Goode, de la Virginie, fait la motion de référer au comité judiciaire la lettre circulaire adressée par l'avocat-général aux marshals des Etats-Unis pendant la dernière campagne électorale, avec la requête de s'assurer de la légalité de cette circulaire et de faire un rapport à cet effet. Adoptée.

Mr Spencer, de la Louisiane, présente une résolution demandant qu'on fasse une enquête relativement au système d'intimidation qui a été pratiqué à l'égard des employés du gouvernement pour les contraindre à souscrire des fonds pour l'élection.—La résolution n'est pas adoptée faute d'une majorité des deux tiers.

Le comité congressionnel désire examiner les télégrammes de Zach Chandler.

Washington, 11 déc—On rapporte que le comité congressionnel a demandé une copie des télégrammes envoyés par le secrétaire Chandler, ainsi que la copie des télégrammes envoyés par William Chandler, qui est allé en Floride pour assister au compte des votes.

Le caucus des Sénateurs Démocrates.

Washington, 11 déc.—Le caucus des Sénateurs démocrates, après avoir discuté la situation politique, a nommé messieurs Thurman, Bogy, Bayard, Kernan et Eaton, membres d'un comité chargé de conférer avec le comité nommé par le caucus de la Chambre sur les mesures à adopter pour régler les différends qui pourraient survenir à propos du compte des votes du collège électoral.

Le caucus démocrate de la Chambre.

Il y a eu des débats très animés aujourd'hui dans le caucus démocrate de la Chambre relativement à la situation politique et le différend entre les deux Chambres en ce qui regarde le compte des votes et l'inauguration du Président.

Les principaux orateurs ont été messieurs Randall, Wood, Hunter et Caulfield. Ils ont fait preuve d'une détermination bien arrêtée de maintenir tous les droits constitutionnels de la Chambre et de donner suite à ce que les Démocrates disent avoir été l'expression de la volonté populaire à l'élection présidentielle.

En vue de cela, Mr. Hunter, de la Virginie, a proposé de faire adopter par la Chambre une résolution demandant au comité judiciaire de préparer un rapport indiquant quelle doit être la ligne de conduite de la Chambre en égard au compte des votes électoraux, et indiquant également quels sont les droits respectifs des deux Chambres, conjointement et séparément,—conjointement en ce qui regarde la question complète de l'élection présidentielle.

Messieurs Randall, Waterson et Ely ayant eu des entrevues avec le gouverneur Tilden, on a lieu de croire qu'ils ont communiqué au caucus les opinions de celui-ci, à l'effet que toute action, excepté pour les préliminaires indispensables, doit être renvoyée jusqu'au retour des comités d'enquête.

La suggestion de M. Hunter a été finalement adoptée après quelques discours excités, et le comité judiciaire sera notifié de préparer un rapport pour établir les droits légaux et constitutionnels des deux Chambres.

La résolution relative au vote électoral de l'Orégon.

Washington, 11 déc—Voici le texte de la résolution du sénateur Mitchell, de l'Orégon, telle qu'elle a été amendée. Elle sera présentée demain au Sénat:

Le comité sur les élections et les privilèges auquel a été référée la résolution relative au vote électoral de l'Orégon, après avoir pris cette résolution en considération, recommande son adoption;

Attendu qu'il est allégué qu'à l'élection tenue récemment pour les électeurs du Président et de vice-président des Etats-Unis dans l'Etat de l'Orégon, le peuple de cet Etat, par une majorité de plus de mille votes, a élu M. H. Odell, John C. Cartwright et J. W. Watts;

Et attendu, qu'il est également allégué que le gouverneur du dit Etat, subséquemment, en violation de la loi et au mépris de l'expression de la volonté populaire, accorda un certificat d'élection à un certain E. A. Cronin, au lieu de l'accorder au dit J. W. Watts;

Et, attendu qu'il est également allégué que le dit E. A. Cronin, a, en violation de la loi et sous un prétexte quelconque, assumé le droit de choisir comme ses collègues les nommés J. N. T. Miller et Parker, au lieu de W. H. Odell et J. C. Cartwright.

Et attendu, qu'il est encore allégué que les dits Cronin, Miller et Parker ont assumé le droit de donner le vote électoral de l'Orégon pour le Président et pour le vice-Président et de certifier de cette élection au président du Sénat; en conséquence,

Il est résolu que le comité sur les élections et privilèges est requis de s'informer relativement à l'éligibilité du dit Watts et de faire une enquête relativement à la nomination des dits électeurs et des prétendus électeurs, afin de faire un rapport à cet effet au Sénat. Le comité est autorisé pour cela à employer un sténographe, à faire venir des témoins et à les assermenter.

Les comités d'enquête.

Washington, 11 déc—Le Sénat a adopté le bill de la Chambre, allouant $21,000 pour les dépenses des comités spéciaux nommés par la Chambre, mais il a ajouté un amendement par lequel il alloue $10,000 pour les dépenses du comité sur les élections et les privilèges du Sénat.

Les sous comités du Sénat pour la Louisiane, la Floride et la Caroline du Sud partent ce soir.

Le comité judiciaire de la Chambre a pris aujourd'hui en considération les lois des représentants du Colorado.

Bulletin météorologique.

Pour les Etats du Golfe: vent variant du sud-ouest au nord-ouest, même température, temps clair ou partiellement couvert.

CAROLINE DU SUD.

La situation [illegible].

Columbia, 10—Tout est [illegible] aujourd'hui. Le comité congressionnel a visité les différents édifices. Rien ne semble indiquer qu'on a lieu d'appréhender le moindre bris de paix. Les démocrates sont pleins d'espoir et comptent sur la justice de leur cause.

Le bruit de l'exécution sommaire des meurtriers nègres de la Caroline du Sud démenti.

Columbia, 11 déc.—On a appris positivement que les meurtriers de Lowndesville n'ont pas été lynchés comme on l'avait dit d'abord. Ils ont été transférés à Walhalla, comté O'Conner, par mesure de précaution et pour les protéger contre toute tentative de violence.

L'enquête révèle que le complot avait pour but l'assassinat en masse des blancs. L'indignation a été si grande, tout d'abord, que l'on a craint que les meurtriers fussent exécutés sommairement, c'est pour cela qu'on les a transférés dans un autre comté. Tout est calme maintenant.

L'un des prisonniers s'est suicidé en prenant du laudanum. Une enquête ayant été faite relativement à sa mort, le jury a rendu le verdict suivant: Nous, les jurés soussignés, déclarons sous serment que Sam. Benton est mort pour avoir pris volontairement du laudanum que son frère lui a fait passer.

Les prisonniers sont maintenant en sûreté dans la geôle de Wolhalla.

Les membres du Bureau de Retours acquittés.

Le juge Bond de la Cour de District des Etats-Unis, a rendu un jugement aujourd'hui acquittant les membres du Bureau de Retours et ordonnant leur mise en liberté complète, en donnant pour raison que la Cour Suprême n'a pas juridiction.

Meurtriers nègres lynchés.

Columbia, 11 déc—On rapporte que dix nègres qui ont assassiné deux blancs à Lowndesville, Caroline du Sud, ont été enlevés au *posse comitatus* du shérif et lynchés par des Georgiens.

Mort d'un haut fonctionnaire de la Confédération.

Charleston, 11 déc—L'honorable Geo. A. Trenholm, secrétaire du Trésor, sous le gouvernement confédéré, est mort à l'âge de soixante-dix ans.

FLORIDE.

Nouvelles complications.

Tallahassee, 10 déc—Les membres de la Cour Suprême de l'Etat ont été invités à se réunir à Tallahassee et on pense qu'ils arriveront ce soir. Il est probable que si la Cour de Circuit du district envoie en prison les membres du Bureau des Retours pour mépris, un appel sera interjeté devant la Cour Suprême.

Les membres du Bureau des Retours jugés pour mépris de cour.

Tallahassee, 11 déc—Le jugement de Cowgill et McLin, membres du Bureau des retours, a été continué aujourd'hui, en attendant la mise à exécution d'un mandamus de la cour, qui ordonne à Cowgill et à McLin de rouvrir les retours et de se borner à compter les votes qui ont été actuellement reçus pour le gouverneur et les autres officiers d'Etat.

La cause sera entendue demain. Le juge a donné à entendre clairement qu'il ne croyait pas que les deux membres du Bureau de Retours se fussent disculpés en ce qui regarde l'accusation de mépris de cour, et il aurait passé condamnation sans plus tarder, s'il n'avait cédé à la prière de l'avocat des démocrates, qui lui a demandé d'attendre encore.

Les membres du comité congressionnel ne sont pas encore arrivés. Ils ont été retardés par un accident.

LE VOTE DE L'ORÉGON.

Ce qui s'est passé dans le collège électoral de l'Etat.

San Francisco, 10—Une dépêche de Salem, Orégon, à la Presse, rapporte que le compte-rendu suivant a été publié dans le "Daily Mercury" d'hier après midi sous le titre de "Un exposé impartial au peuple de l'Orégon."

"Attendu que des membres du parti républicain font circuler des bruits mensongers au sujet de la séance du collège électoral de l'Orégon, ce qui suit est un exposé fidèle et détaillé de ce qui s'est passé à la séance du dit collège électoral, tenue à Salem, le 6ème jour de décembre, 1876 à midi.

Les personnes dont les noms suivent se trouvaient dans la Chambre désignée comme le lieu de réunion des membres du Collège électoral: J. C. Cartwright, S. H. Odell, J. W. Watts, Henry Kipple, W. B. Caswell et E. A. Cronin.

A l'heure fixée la porte de la Chambre s'est ouverte et le secrétaire d'Etat a présenté à M. Cronin une enveloppe renfermant les certificats d'élection, en triplicata, de messieurs E. A. Cronin, J. C. Cartwright et W. H. Odell, les électeurs de l'Etat.

Après avoir remis le certificat à M. Cronin, le secrétaire d'Etat s'est retiré. Immédiatement après, Mr Cartwright rouvrant la porte a fait entrer dans l'appartement un Mr Waite, officier de police de la ville de Salem et un député-marshal des Etats-Unis. Waite en entrant dans la Chambre a fermé la porte au verrou et a retiré la clef. Cronin alors lui a ordonné de se retirer.

Cartwright et Odell ont insisté d'abord pour que Waite restât, mais finalement, à la requête de Cartwright, le dit Waite est sorti de la Chambre.

Odell aussitôt a fermé la porte à son tour et a enlevé la clef, mais à la requête d'un démocrate il a consenti à remettre la clef dans la serrure.

Cronin a lu alors, en présence de toutes les personnes qui se trouvaient dans l'appartement, l'un des trois certificats, le déclarant un des électeurs présidentiels avec Cartwright et Odell. Après la lecture du certificat Cronin a demandé à Cartwright et à Odell s'ils étaient prêts à voter et à remplir leurs fonctions comme électeurs. Cartwright pour toute réponse a exigé que Cronin lui remit les certificats en sa possession. Cronin a répliqué en proposant de voter pour le président et pour le vice-président des Etats-Unis, disant que les certificats seraient annexés au vote, pour certifier du résultat.

Cartwright et Odell ont refusé de procéder et ont ordonné à Kipple et à Caswell de se retirer, mais ceux-ci n'ont pas bougé. Cartwright s'est levé alors et s'adressant à Cronin lui a dit: "Si vous voulez une rixe, [illegible] maintenant." Cronin a répliqué en disant: "Asseyez-vous; nous ne sommes pas ici pour avoir de rixe, mais pour voter pour le président et pour le vice-président des Etats Unis." Cronin a encore demandé à Cartwright et à Odell de procéder avec l'élection.

Cartwright a proposé alors Odell comme chairman, et sur son vote et celui d'Odell a déclaré ce dernier élu. Odell aussitôt a nommé Cartwright secrétaire.

Le Dr Watts s'est levé en ce moment et a lu quelque chose qu'il a dit être sa démission. Cartwright a proposé d'accepter la démission et Odell a décidé que cette motion était adoptée;—et immédiatement après tous les deux ont nommé Watts pour remplir la vacance qu'il venait de créer.

Tout cela a été souvent interrompu par des dialogues entre Cronin d'un côté et Cartwright et Odell de l'autre, qui avaient tout le caractère d'une altercation; Cronin insistant pour que ceux-ci remplissent leurs fonctions d'électeurs conjointement avec lui, et ces derniers refusant à chaque fois.

Après la prétendue nomination de Watts, Cronin s'est levé et, s'adressant à Cartwright et à Odell, s'est exprimé comme suit:—si ce ne sont pas ses propres paroles c'est du moins la substance de ce qu'il a dit: "Messieurs, refusez-vous d'agir avec moi et de procéder à l'accomplissement de vos devoirs comme membres du collège électoral?" Tous les deux ont répondu qu'ils refusaient positivement. Cronin a dit alors que ce refus de leur part créait deux vacances dans le collège électoral et qu'il nommait J. N. T. Kipple, du comté de Jackson, pour remplir une des vacances.

M. Kipple ayant été admis dans la Chambre et ayant été informé de ce qui s'était passé, a demandé à Cartwright et à Odell s'ils refusaient d'agir avec Cronin comme électeurs. Cartwright a répliqué que lui et Odell avaient refusé. M. Kipple a signifié aussitôt son intention d'accepter la nomination.

Les deux,—c'est à dire Cronin et Kipple,—ont alors nommé John Parker secrétaire, et le vote ayant été pris par tour de scrutin pour le Président et pour le vice-Président tout s'est passé régulièrement jusqu'à la fin.

Pendant ce temps Cartwright, Odell et Watts étaient occupés à signer des papiers.

E. A. CRONIN
W. B. CASWELL
HENRY KIPPLE.

Sympathie pour les victimes de l'incendie du théâtre de Brooklyn.

San Francisco, 11 déc—Les théâtres de cette ville ont tous fait des préparatifs pour donner des représentations au bénéfice des victimes de l'incendie du théâtre de Brooklyn.

John McCullogh, du théâtre de la Californie, a offert la recette d'une soirée entière; les Maguire, propriétaires de trois théâtres, donneront trois représentations différentes; Mme Camilla Urso a offert la recette de son premier concert.

On apprend que John Cumberteen, un des malheureux acteurs du théâtre de Brooklyn, vient de mourir des suites des blessures reçues par lui. Pour sortir du théâtre en flammes il avait sauté par une fenêtre.

Froid excessif dans le Maryland.

Baltimore, 11—L'orage de l'autre jour qui a passé sur la baie de Chesapeake a été suivi d'un froid excessif. Le capitaine et deux des matelots d'un bateau pêcheur ont été gelés et sont morts de froid.

MEXIQUE.

La mort du président Lerdo.

Matamoros, 9 déc—On reçoit de [illegible] la nouvelle que le président Lerdo et les membres de son cabinet ont été faits prisonniers près de la ville de Mexico. Le général Escobedo, secrétaire de la guerre, a été fusillé ainsi que plusieurs autres personnes.

On ne doute plus que Lerdo ait été [illegible]. Les villes de Monterey et de Saltillo [illegible] en faveur d'Iglesias [illegible]. Toute la frontière nord du Mexique, à l'exception de Matamoros, est occupée par les partisans d'Iglesias.

Havane, 10—Sucre—Le marché [illegible]

LES AFFAIRES D'ORIENT.

Londres, 10—Une dépêche de Constantinople à l'agence de Reuter dit que le marquis de Salisbury a eu une audience avec le Sultan aujourd'hui. On a lieu de croire que l'accord le plus parfait règne maintenant entre le général Ignatieff et le marquis de Salisbury. Les entrevues que celui-ci a eues séparément avec les délégués chargés de pouvoirs ont toutes abouti à un heureux résultat.

Deux Monténégrins, qui voulaient assassiner Midhat Pacha, ont été arrêtés mercredi dernier à la résidence de celui-ci. Parmi les conspirateurs qui voulaient enlever le Sultan Murad il y a deux Turcs, un Polonais et un Grec. Ce dernier a été [illegible] dragoman dans l'ambassade anglaise.

FRANCE.

Paris, 10 déc—Une séance du Cabinet a eu lieu samedi pour prendre en considération la formation d'un nouveau ministère. On dit que le président Mac-Mahon qui était d'abord très opposé à ce projet, a fini par consentir à se séparer du général Berthaut, afin de faciliter l'entrée de M. Simon.

Mr Dufaure a eu une entrevue avec Mr Simon, aujourd'hui, et lui a offert le portefeuille de ministre de l'intérieur. M. Simon a eu subséquemment une conférence avec les principaux chefs du parti républicain.

Les opinions de ceux-ci semblent être assez divisées sur la question.

A une assemblée des membres de la gauche une motion a été adoptée, confirmant la résolution qui avait été adoptée auparavant de maintenir le programme de la majorité de la Chambre relativement à la réorganisation du ministère.

Conformément à une combinaison qui aurait été formée et à laquelle le président MacMahon aurait consenti, M. Dufaure continuerait à être ministre de la justice, tandis que Mr Bardoux serait ministre des cultes.

Le conseil général du département de la Seine, a adopté une résolution, en dépit de l'opposition du préfet, favorisant une amnistie complète.

La crise ministérielle et ses conséquences.

Londres, 11—Le correspondant du Times à Paris dit que la crise ministérielle en France commence à affecter sérieusement les affaires commerciales. Jusqu'à minuit dimanche, la gauche refusait de permettre à Mr Dufaure d'avoir un portefeuille. Il ne paraît pas que l'entrevue de M. Dufaure avec Mr Simon ait aplani les difficultés. Le journal officiel de lundi n'annonce aucun changement dans le ministère.

Mr Dufaure renonce à former un ministère.

Paris, 11—L'entrevue entre Dufaure, président du conseil des ministres et Jules Simon, qui a eu lieu samedi dernier, et dans laquelle le portefeuille de ministre de l'intérieur a été offert à Jules Simon, n'a pas eu de résultat.

Le *Journal des Débats* dit que Dufaure a renoncé actuellement à tenter de faire effort pour réorganiser le ministère et il insiste pour que sa démission soit définitivement acceptée.

GRÈCE.

Athènes, 9 déc.—Le nouveau ministère a été renversé, un vote de confiance ayant été refusé par 85 contre 87.

Marchés étrangers.

Londres, 10—Erie 8 1/2.

Paris, 11—Rentes 104 fr 50.

Berlin, 11—Les espèces ont augmenté de 7,300,000 marcs.

Liverpool, 11, midi—Coton excité; middling uplands 6 11/16, Orléans 6 7/8. Ventes 25,000 balles: spéculation et exportation 5000; recettes 14,800, Américain [illegible].

Futures 1/16d plus élevé qu'à la clôture de samedi soir. Uplands, strict low middling, à livrer, janvier et février, [illegible]; février et mars 6 21/32 à 6 11/16, mars et avril 6 11/16 à 6 23/32, avril et mai, par voilier [illegible], nouvelle récolte, expédié novembre et décembre, par voilier [illegible], novembre et décembre 6 23/32, décembre et janvier 6 11/16, janvier et février, par voilier, 6 13/16, mars et avril 6 27/32; lard 53s. 6d.

Marché monétaire.

New-York, 11 déc., après-midi—Argent offert à 3, change calme, or plat à 107 1/8 et 107 1/4; Bons du gouvernement actifs, nouveaux 5s 110 1/4; Bons d'Etats calmes et prix nominal.

Marchés américains.

New York, 11—Coton ferme. Ventes 1573 balles. Middling uplands 12 1/4, Orléans 12 7/16. Recettes nettes consolidées [illegible]; Exportation à la Grande Bretagne [illegible], en France 1558, au continent 4,790, par le canal 4790.

New York, 11—L'or a ouvert à 7 1/4.

New York, 11 déc, après midi. Stocks actifs et incertains, en baisse; argent à 7 1/8, change, long, 4.82; court, 4.84. Bons d'Etat calmes et en baisse, excepté les "Missouri sixes," qui sont mieux. Gouvernements, [illegible].

Coton ferme. Uplands 12 1/4, Orléans 12 7/16. Ventes 3048 balles.

Futures plus fermes. Décembre 12 3/8 à 7/16, Janvier 12 19/32 à 18.

BULLETIN FLUVIAL.

Cincinnati, 11—Rivière, 9 pieds 5 pouces—baissant.

Pittsburg, 11—Rivière stationnaire.

Louisville, 11 — 5 pieds 4 pouces d'eau dans le canal. La navigation a repris son cours.

Evansville, 11—Rivière, 6 pieds 6 pouces.

Cairo, 11—Le fleuve baisse.

St-Louis, 11—Le port est bloqué par les glaces.

BULLETIN FINANCIER.

Lundi soir, 11 décembre 1876.

Comptoir d'Echanges (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances
9 Déc........	$2,261,067 57	$269,551 31
11 Déc........	2,117,386 92	74,209 89
Jusqu'ici cette semaine....	$4,373,454 49	$343,944 20
Même temps la semaine dernière.	4,089,374 57	470,723 90
Total de la semaine dernière	12,454,078 86	1,133,808 99
Total la semaine précédente.....	11,372,190 89	902,621 35

La demande d'argent n'a été annoncée, aujourd'hui, ni aux banques ni dans les rues. Le papier de commerce n'a pas varié.

Les directeurs dont les noms suivent ont été élus aujourd'hui:

Banque du Canal: MM. Geo. Jonas, J. H. Stauffer, A. H. May, Emory Clapp, E. J. Hart, G. R. Preston et John B. Lallande.

Banque Metropolitan Loan and Saving: MM. M. Franck, H. F. Wiempft, Wm Bogel, G. H. Braughn, A. Chapsky, P. W. Dielman, J. Hassinger, L. Leonhard et H. Redwitz.

Compagnie d'Assurance Hope: John J. Adams, P. Maloche, W. Alex. Gordon, Louis Bush, J. C. Denis, M. L. Nunez, F. Laborde, H. Abraham et Henry Beychaud.

Nous continuons de coter les excellents billets de commerce à 9 à 12 pour cent par an; les No 1, à 12 à 18; les No 2 nominaux. Le papier hypothécaire de premier ordre est encore à 10 à — pour cent par an et celui de second ordre nominal.

L'or a ouvert à 107 3/4 à 108 contre 107 1/8 à New York et fermé à 107 5/8 à 107 7/8 contre 107 1/4 à New York. Les transactions embrassent $33,000, dont $15,000 à 107 5/8, $3000, $5000 et $5000 à 107 3/4, $5000 à 107 7/8.

Le cours de l'or et une meilleure demande ont produit une hausse de 1 centime environ [illegible] pour cent dans le sterling, et de 1/8 pour cent dans les francs. [illegible]

Dans les francs, $35,000 en change de commerce [illegible]. A la clôture, les traites sterling étaient [illegible]; les francs, à 4.95 les traites de commerce et nominales celles des banques.

Le change de commerce à vue, sur New-York, n'a pas varié. [illegible]

Les banques ont continué de tirer des chèques sur New-York, à 1/4 pour cent d'escompte. Le change de commerce à vue a encore été coté à 5/16 à 1/2.

Il s'est vendu, aujourd'hui, [illegible] actions de la compagnie du chemin de fer de la Louisiane [illegible].

Le peu d'ordres et une assez bonne demande ont fait monter les consolidés de l'Etat de 1/4 pour cent. [illegible]

Les bons à prime ayant été moins [illegible] pour cent. Taux de clôture, [illegible].

BULLETIN COMMERCIAL.

Lundi soir, 11 décembre 1876.

COTON—Les ventes d'aujourd'hui se sont élevées à 12,500 balles à des prix qui [illegible]

[illegible]

TABAC—Nous avons rapporté, une vente de 104 boucauts; [illegible]

SUCRE—Reçu ce matin 2300 boucauts. Les qualités inférieures sont réclamées à l'exception de prime et de choix [illegible]

MÉLASSE—Reçu, 6000 barils. [illegible]

FARINE—Les recettes par voie de fer [illegible]

[illegible]

ANNONCES PARISIENNES, Publiées par M. E. GAILLARDET, 8, PASSAGE SAULNIER, PARIS.

PILULES DEHAUT [illegible]

MÉDAILLE D'HONNEUR. ASTHME — NÉVRALGIES. CATARRHE, OPPRESSION, TOUX, PALPITATIONS [illegible] MIGRAINES, CRAMPES D'ESTOMAC [illegible] PILULES ANTI-NÉVRALGIQUES [illegible] Nlle-Orléans — MONTROSE & Cie et DUCONGE, MARCHE, MAJEAU.

TONIQUE Stomachique. VIN BELLINI. APÉRITIF Fébrifuge. Vin de Quinquina et au Colombo. [illegible]

VIANDE-QUINA. VIN AROUD au QUINA. [illegible] Phie AROUD, à Lyon (France).

HUILE HOGG [illegible]

PILULES DU Dr BLAUD [illegible]

VICHY [illegible]

SIROP PECTORAL ET PATE DE NAFÉ DELANGRENIER [illegible]

BULLETIN MARITIME. [illegible]

CHARRUES
B. F. AVERY & SONS,
LOUISVILLE, KENTUCKY.
CHARRUES LÉGÈRES,
POUR TERRES À CANNES À SUCRE.

La récompense la plus élevée de l'Exposition du Centenaire décernée à B. F. AVERY & SONS.

Charrues en série No 65, pour terres à canne.

Charrues [illegible] à deux mulets, ou charrues légères à quatre mulets.

Prix avec [illegible], roue et tranchant extra, $22 00.

Si l'on n'a pas besoin de la roue, il y aura une réduction de $1 75.

Réduction pour le tranchant extra dont on ne voudra pas $2 00.

Nous faisons quatre grandeurs de cette série, savoir: Nos 65, 66, 67, 68.

CHARRUES No 68 pour terres à canne.

Pour une charrue attelée de 8 à 10 mulets.

Longueur du train 10 pieds 1/2.

Prix d'un [illegible], roue et tranchant extra, $28 25.

Si l'on ne veut que de la roue la réduction sera de $1 75.

Réduction pour le tranchant extra, si on n'en a pas besoin $2 25.

LISTE DES PRIX des CHARRUES pour terres à canne et les accessoires.

N. B.—Tous nos prix comprennent un tranchant extra ou attaché. [illegible] le prix en est déduit.

[illegible]

CLAVETTES EN FER FORGE, Faites du meilleur fer.

[illegible]

Pour les catalogues illustrés s'adresser à

A. BALDWIN & CO.

ou à

STAUFFER, MACREADY & CO.,

Agents à la Nlle-Orléans.

Où l'on pourra toujours se procurer un assortiment complet des Charrues d'Avery et de leurs accessoires.